



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DU CHER

DIRECTION de la RÉGLEMENTATION  
GÉNÉRALE et de l'ENVIRONNEMENT

*Bureau des procédures et  
de la concertation locale*

Installation classée soumise  
à autorisation n° 4344

**Pétitionnaire :**

**Société Civile du Grand Puits  
à CIVRAY**

**ARRETE n° 2007.1. 545 du 4 juin 2007**

**(qui annule et remplace les arrêtés préfectoraux du 2 juin 1981 et du 15 juin 1983)**

**autorisant la poursuite de l'exploitation d'un élevage porcin et l'épandage agricole des effluents**

Le Préfet du Cher, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre national du mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses livres II (titres I et II) et V (titres 1<sup>er</sup>, IV et VII),

VU le décret du 20 mai 1953 modifié pris pour l'application de l'article L 511-2 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement susvisé,

VU L'arrêté du 2 juin 1981 autorisant la société Civile du Grand Puits à agrandir la porcherie, précédemment installée à Civray, lieu-dit le Colombier, à 7160 animaux, autorisation visée sous le n° 58.2 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté du 15 juin 1983 autorisant cette même société à réaliser un rejet par épandage de lisier désodorisé de sa porcherie de Civray sur les communes de Civray, Primelles et Saint-Ambroix,

VU les demandes déposée en février 2003 et novembre 2005 par le gérant de la Société Civile du Grand Puits, dont le siège social est sis au lieu-dit « domaine du Grand Puits» 45110 Châteauneuf-sur-Loire, en vue d'être autorisé à actualiser le plan d'épandage des effluents de l'élevage au lieu-dit « Ferme du colombier» sur le territoire de la commune de Civray

VU les dossiers (plans et documents) annexés à ces demandes,

VU le bilan de fonctionnement de novembre 2005, en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 dont l'analyse permet de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation,

VU l'ordonnance du Président du tribunal administratif d'Orléans du 14 mars 2006 désignant M. Paul BAUDOT, en qualité de commissaire enquêteur

VU les délibérations des conseils municipaux de Saint Florent sur Cher, en date du 23 mars 2006, qui émet un avis défavorable au projet d'avenant d'extension de surface d'épandage de fumier sur les terrains localisés sur sa commune suite à la création de nuisances olfactives supplémentaires à celles déjà ressenties dans différents quartiers de la ville et des nuisances nouvelles pour les riverains du nouveau site, aux pollutions éventuelles sur la chaussée et aux bruits supplémentaires occasionnés lors de la traversée de la ville, aux problèmes de circulation qui se poursuivront hors agglomération sur la RN 151 à grande circulation,

VU les délibérations du conseil municipal de Saint Ambroix, en date du 11 avril 2006, qui émet un avis favorable constatant qu'il n'y a pas de changements notables

VU l'absence d'informations de la part des mairies de Charost, Civray et Mareuil sur Arnon

VU l'avis de la mission inter-service de l'eau qui mentionne certains éléments à apporter comme la mise en place d'un cahier d'épandage, d'un suivi agronomique, d'un programme prévisionnel annuel d'épandage, et rappelle le respect des références réglementaires que sont l'arrêté du 07 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2003 pour les zones vulnérables.

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales du Cher qui, regrettant l'absence de bilan des suivis agronomiques, est favorable, sous réserve du respect des distances d'exclusion, des périodes et doses d'épandage, de la mise en place d'un suivi agronomique

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 08 septembre 2006,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en sa séance du 10 avril 2007,

CONSIDERANT que les éléments des études des plans d'épandage respectent la réglementation en vigueur,

CONSIDERANT que le bilan de fonctionnement révèle une conduite de l'élevage sans modifications significatives depuis la date de l'arrêté d'autorisation, une mise en place de dispositifs de surveillance et d'entretien, une prise de dispositions pour bénéficier des meilleures techniques disponibles viables économiquement, une attention particulière accordée à la gestion des effluents d'élevage.

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation de l'élevage telles qu'elles sont définies dans le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de l'installation par rapport à la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publique ainsi que la protection de la nature et de l'environnement,

CONSIDERANT les investissements engagés par le pétitionnaire pour réaliser les aménagements réguliers pour la protection de l'environnement et le bien-être animal

CONSIDERANT que l'extension du plan d'épandage du fumier dans le périmètre proche du Subdray, n'est pas une nécessité absolue au regard de la surface potentielle d'épandage actuelle et qu'elle risque d'apporter perturbation de circulation et complication de transport du fait de la traversée de l'agglomération et du trafic de la route nationale.

CONSIDERANT les observations de la société civile du Grand Puits du 15 mai 2007,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher,

## A R R E T E :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – La Société Civile du Grand Puits « domaine du Grand Puits » commune de Châteauneuf sur Loire 45110, dont Monsieur Didier GOUPIL est le gérant et Monsieur Albert LEPERS le responsable de l'élevage, est autorisée à exploiter un élevage de porcs d'une capacité maximale de 11113 animaux-équivalents sur le site de « Ferme du Colombier » commune de Civray, conformément aux plans présentés dans le bilan de fonctionnement de novembre 2005 et joints en annexe.

Cette activité relève de la rubrique 2102-1 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : établissement d'élevage, vente, transit, etc... porcs en stabulation ou en plein air de plus de 450 animaux-équivalents.

L'inventaire des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est le suivant :

Désignation des activités	Capacité	Régime
<p style="text-align: center;">2102</p> <p>Porcs (établissement d'élevage, transit, vente, etc. de) en stabulation ou en plein air</p> <p>1 plus de 450 animaux-équivalents</p>	11133 animaux équivalents	Autorisation
<p style="text-align: center;">1530</p> <p>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de)</p> <p>La quantité stockée étant :</p> <p>2 supérieur à 1000m3 mais inférieure ou égale à 20000 m3</p>	3780 m3	Déclaration
<p style="text-align: center;">1138</p> <p>Chlore (emploi ou stockage du)</p> <p>4 en récipient de capacité unitaire inférieure à 60 kg, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure ou égale à 500 kg</p>	<p>4 x 50 l</p> <p>200 kg</p>	Déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

**ARTICLE 2:** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hôtel, etc.) ;
- local habituellement occupé par des tiers : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;
- bâtiment d'élevage : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les aires d'exercice, de repos, d'attente, les couloirs de circulation des animaux ;
- annexes : les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage,
- effluents : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les jus d'ensilage et les eaux usées issues de l'activité d'élevage, et des annexes.

## CHAPITRE I

### Implantation

**ARTICLE 3** – Les bâtiments d'élevage et leurs annexes (installations de stockage et de traitement des effluents, silos) sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposable aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;
- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie.

## CHAPITRE II

### Règles d'aménagement des bâtiments d'élevage

**ARTICLE 4** – Aménagement des bâtiments d'élevage

Tous les sols des bâtiments d'élevage accessibles aux animaux (couloirs de circulation du bétail, aires de repos, aires d'exercices, aires d'attente, etc.), toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux) ou de stockage des déjections (fumière, fosse, etc) sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes permet l'écoulement des effluents et des eaux de ruissellement de la fumière vers les ouvrages de collecte, de stockage ou de traitement.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux aires sous litière accumulée

A l'intérieur des bâtiments le bas des murs sur une hauteur de 1 m au moins est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Les eaux pluviales non polluées, qui ne sont en aucun cas mélangées aux effluents de l'élevage, sont évacuées vers le milieu naturel.

Les canalisations qui permettent l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement doivent être étanches.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées ou imperméables sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers des installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

## **ARTICLE 5 – Ouvrages de stockage des effluents**

### **Les fumiers**

Les déjections solides à l'extérieur des bâtiments sont rassemblés sur une aire étanche munie d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage qui sont dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents.

Dans le cas d'épandage sur des terres agricoles, la superficie de l'aire de stockage est suffisante pour recevoir les déjections solides pendant 4 mois minimum

Toutefois à l'issue d'un stockage de 2 mois dans l'installation, les fumiers compacts pailleux peuvent être stockés sur les parcelles d'épandage dans les conditions suivantes :

- à au moins 100 m de toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des campings à la ferme),
- à au moins 50 m des puits et forages et des sources,
- à au moins 35 m des berges des cours d'eau,
- à au moins 500 m des piscicultures, sauf dérogation liée à la topographie,
- à au moins 200 m des lieux de baignade et des plages,
- à plus de 5 m des fossés de collecte des eaux pluviales
- en dehors des périmètres de protection rapprochée des captages alimentaires des collectivités publiques,

le choix de l'emplacement du stockage au champ devra se faire en fonction de la nature particulière du terrain qui sera accessible en tout temps.

La durée de stockage au champ ne doit pas dépasser 10 mois et le lieu de stockage modifié chaque année, le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

## Les lisiers

Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotée de dispositifs de contrôle de l'étanchéité

Les ouvrages de stockage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

## CHAPITRE III

### Règles d'exploitation

#### ARTICLE 6 –Règles générales

##### Bruit

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas être susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

pour la période allant de 6 heures à 22 heures

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

pour la période allant de 22 heures à 6 heures

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie comme étant la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruits seront appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation doit rester inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- \* en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées,
- \* le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments)

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### Sécurité

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur, maintenues en bon état, et dotées d'organes de coupure faciles à atteindre par les sapeurs pompiers. Elles sont contrôlées au moins tous les 3 ans par un technicien compétent et, en cas d'emploi de personnel, conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail, les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur. Les cuves d'hydrocarbures sont à double paroi.

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

La protection interne contre l'incendie peut être assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » pour les stockages de fuel ou de gaz  
par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

### Gestion des déchets

les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement ;

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur, chaque catégorie de déchets devra être dirigée vers une filière spécifique ; notamment les déchets d'activité de soins générés par l'élevage répondront aux exigences de l'arrêté ministériel du 24 novembre 2003 relatif aux DASRI et seront éliminés par une filière adaptée. Un double du contrat d'élimination de ces déchets sera transmis à la Direction Départementale des Services Vétérinaires du Cher

Tout brûlage à l'air libre de déchets est interdit.

Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

L'article 23 de l'arrêté du 07 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de porcs soumis à autorisation précise que :

- en vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (porcelets) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié

- les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés dans des conteneurs étanches avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur

#### Divers

Le fonctionnement respectera la législation en vigueur concernant les règles sanitaires, notamment la traçabilité des animaux et des produits, la tenue du registre d'élevage actualisé en permanence, d'une part, les règles d'utilisation de la pharmacie vétérinaire d'autre part.

Les locaux répondront aux prescriptions des articles R 235-1 à R 235-5 du code du travail

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien, la paille est stockée à plus de 10 m des bâtiments d'élevage

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire.

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident, de versement de matières dangereuses dans le milieu naturel.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.



## ARTICLE 7 – Règles relatives aux effluents d'élevage

Les effluents de l'élevage sont valorisés, conformément à l'étude préalable incluse dans l'arrêté du 15 juin 1983 et dans le plan d'épandage de février 2003 prolongé par son avenant de décembre 2005, sur les terres agricoles de 3 exploitations situées sur les communes de Civray, Mareuil sur Arnon, Primelles, Saint Ambroix, pour le lisier, Civray, Charost, Saint Ambroix pour le fumier.

Les effluents seront épandus sur les parcelles des dites communes et figurant à l'annexe du présent arrêté, déduction faite des parcelles situées sur la commune de Saint Florent sur Cher

### Epandage

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Distance minimale (en mètres)	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur terres nues
Compost obtenu selon les modalités définies à l'art 17 de l'arrêté du 7 décembre 2005	10	Enfouissement non imposé
Fumiers de bovins et porcins non susceptible d'écoulement après stockage minimum de deux mois dans	50	24 heures
Autres fumiers de bovins et porcins	50	12 heures
Lisiers et purins, lorsque un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillard est utilisé		
Lisier et purins lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	15	immédiat
Autres cas	100	24 heures

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus.

### Fertilisation

Les effluents d'élevage de l'exploitation exercées peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

La quantité totale maximale d'azote produite annuellement par l'élevage est en moyenne de 60 100 U/N/an

L'apport d'azote organique toutes origines confondues ne doit pas dépasser 170 kg/ha/an de surface potentiel d'épandage (SPE) de chaque exploitation située en zone vulnérable

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale) sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie naturelle ou artificielle concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines, ne puisse se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

L'épandage est interdit (conformément à l'article 18 de l'arrêté du 07 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de porcs) :

- \* à moins de 50 m des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- \* à moins de 200 m des lieux de baignades (à l'exception des piscines privées);
- \* à moins de 35 m des berges des cours d'eau (cette distance est réduite à 10 m si une bande de 10 m enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée d'une façon permanente en bordure des cours d'eau) ;
- \* à moins de 500 m en amont des piscicultures
- \* pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé ;
- \* pendant les périodes de forte pluviosité ;
- \* en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- \* à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui génèrent des brouillards fin ;
- \* sur les terrains de forte pente ;
- \* sur les terrains non utilisés en vue d'une production agricole

Ces dispositions sont sans préjudice des dispositions édictées par les autres règles applicables aux élevages et définies dans le cadre des programmes d'action en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole ou du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole.

#### Autosurveillance

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage doit regrouper les informations suivantes relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- le bilan global de fertilisation ;
- l'identification des parcelles ou îlots récepteurs ;
- les superficies effectivement épandues ;
- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;

le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;

le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Des bandes de protection de 4 mètres de large, le long des cours d'eau et fossés de drainage sans épandage de fumier ou de purin et fertilisation phosphorique devront être mise en place.

En outre, chaque fois que des effluents d'élevage produits par l'exploitation sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage, il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues .

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les mesures de contrôle de la qualité des eaux souterraines précisées dans l'arrêté du 15 juin 1983 (composés azotés, phosphorés, matière organique et qualités bactériologiques) seront effectuées, à la diligence et aux frais du pétitionnaire, avec une fréquence semestrielle au printemps et en automne au moment des épandages, sur l'eau des forages situés à la Vauvelle (ferme des Lachons), sur le chemin communal desservant le Colombier (ferme des Lachons), et au petit Semur (ferme SCEA de Semur). Des mesures de contrôle analogues seront pratiquées dans les mêmes conditions que pour les eaux souterraines sur le ruisseau « le Pontet » en aval de la zone d'épandage, avant son confluent avec « l'Arnon ». Si les mesures de contrôle de qualité prescrites révélaient une pollution, l'autorisation d'épandage serait suspendue immédiatement jusqu'à disparition de la pollution. Cependant, pour les eaux superficielles, la suspension de l'autorisation serait temporaire jusqu'à une deuxième analyse en amont et en aval pour vérifier l'origine de la pollution et ne se poursuivrait qu'en cas de confirmation.

#### CHAPITRE IV

##### Prescriptions générales

**ARTICLE 8** - La présente autorisation cesserait de porter effet si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

**ARTICLE 9** - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au Préfet, dans le mois suivant la prise de possession.

Si l'installation cesse d'être exploitée, le Préfet devra en être informé dans le mois qui suivra cette cessation. Le site des installations devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement.

Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement entraînera une nouvelle demande d'autorisation.

**ARTICLE 10** - Lors de la cession du terrain sur lequel a été exploitée l'installation soumise à autorisation, le vendeur sera tenu d'en informer par écrit l'acheteur. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

**ARTICLE 11** - L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes les autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre notamment dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène...

**ARTICLE 12** - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 13** - Le pétitionnaire devra se soumettre à la visite de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

#### **ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi du 19 Juillet 1976 codifiée au titre I du livre V du code de l'environnement.

Les prescriptions du présent arrêté sont imposées sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de recours étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

**ARTICLE 15. : DELAIS et VOIES de RECOURS** (article L.514-6 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

Les délais de recours prévus à l'article L 514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements peuvent contester le présent arrêté en raison des inconvénients ou des dangers présentés par le fonctionnement des installations, en saisissant le tribunal administratif compétent dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

#### **ARTICLE 16 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 17 : PRESCRIPTIONS GENERALES**

L'administration se réserve en outre le droit de prescrire ultérieurement, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, toute modification que le fonctionnement ou la transformation de la dite exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique et ce, sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Un avis énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée en mairie, sera affiché à la mairie de CIVRAY et inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux d'annonces légales du département.

- Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible par l'exploitant dans l'enceinte de l'établissement.

## **ARTICLE 18 : DIFFUSION ET AFFICHAGE**

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de CIVRAY, CHAROST, MAREUIL-sur-ARNON, PRIMELLES, SAINT-AMBROIX et pourra y être consultée.

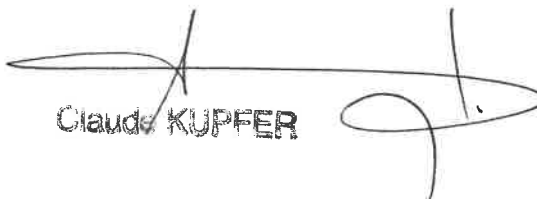
Un extrait du présent arrêté énumérant les motifs qui ont fondé la décision et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de CIVRAY pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction de la réglementation générale et de l'environnement – bureau des procédures et de la concertation locale).

## **ARTICLE 19 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Maires de Civray, Charost, Mareuil-sur-Arnon, Primelles, Saint-Ambroix, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Cher, l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le - 4 JUIN 2007,  
Le Préfet,

  
Claude KUPFER

# LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

## PLAN 1983

DESIGNATION			Nom	SUPERFICIE EXPLOITEE			Drain age	Exploitant
Commune	Section	Numéro		Totale	Epandable	Exclusion		
St Ambroix	C	36		26,34	26,340			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	37		25,65	25,650			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	40		5,77	4,610			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	41		39,63	39,630			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	51		9,68	9,680			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	42		6,97	6,970			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	43		16,32	16,320			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	264		11,17	11,170			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	44		5,59	5,590			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	45		5,43	5,430			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	47		3,97	3,970			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	258		0,9	0,900			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	259		8,98	8,980			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	265		27,95	27,950			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	269		10	10,000			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	48		25,75	25,750			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	50		3,11	3,110			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	91		3,66	3,660			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	92		7,39	7,390			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	249		0,16	0,160			SCEA DE SEMUR
Primelles	A	451		1,59	1,590			SCEA DE SEMUR
Primelles	A	625		25,48	25,480			SCEA DE SEMUR
Primelles	ZC	9		5,940	5,940			SCEA DE SEMUR
Primelles	A	486		54,24	54,240			SCEA DE SEMUR
Primelles	A	496		3,95	3,950			SCEA DE SEMUR
Primelles	ZC	10		4,4	4,400			SCEA DE SEMUR

340,020	338,860
---------	---------

## EXTENSION 2003

DESIGNATION			Nom	SUPERFICIE EXPLOITEE			Drain age	Exploitant
Commune	Section	Numéro		Totale	Epandable	Exclusion		
Mareuil	A	930		1,10	1,10			SCEA DE SEMUR
Mareuil	A	932		0,13	0,13			SCEA DE SEMUR
Mareuil	A	935		44,97	44,97			SCEA DE SEMUR
Mareuil	ZH	2		0,07	0,07			SCEA DE SEMUR
St Ambroix	C	271		3,65	3,65			SCEA DE SEMUR

49,927	49,927
--------	--------

## TOTAL M. VERDET

389,947	388,787
---------	---------

# LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

## PLAN 1983

Commune	<i>DESIGNATION</i>			Nom	<i>SUPERFICIE EXPLOITEE</i>			Drain age	<i>Exploitant</i>
	Section	Numéro			Totale	Epandable	Exclusion		
Civray	D	48			17	17			EARL DE LA COUDRAS
Civray	D	50			9,85	9,85			EARL DE LA COUDRAS
Civray	D	51			13	13			EARL DE LA COUDRAS
Civray	D	54			6,35	6,35			EARL DE LA COUDRAS
Civray	D	69			16,46	16,46			EARL DE LA COUDRAS
Primelles	A	623			31,63	31,63			EARL DE LA COUDRAS

TOTAL

94,290	94,290
--------	--------

## EXTENSION 2003

Commune	<i>DESIGNATION</i>			Nom	<i>SUPERFICIE EXPLOITEE</i>			Drain age	<i>Exploitant</i>
	Section	Numéro			Totale	Epandable	Exclusion		
Civray	D	129			10,33	10,33			EARL DE LA COUDRAS
Civray	D	105		Le Champ des pi	15,51	15,09			EARL DE LA COUDRAS

25,836	25,417
--------	--------

TOTAL M. ROUET

120,126	119,707
---------	---------

# LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

## PLAN 1983

DESIGNATION				SUPERFICIE EXPLOITEE			Drain age	Exploitant
Commune	Section	Numéro	Nom	Totale	Epandable	Exclusion		
Civray	D	74		74,520	74,520			Marais
Civray	D	75		1,000	1,000			Marais
Primelles	A	492		3,930	3,930			Marais
Civray	D	78		5,270	5,270			Marais
St Ambroix	C	3		81,120	77,130	Eau		Marais
St Ambroix	C	23		5,180	5,000	Eau		Marais

TOTAL

171,020	166,850
---------	---------

## EXTENSION 2003

DESIGNATION				SUPERFICIE EXPLOITEE			Drain age	Exploitant
Commune	Section	Numéro	Nom	Totale	Epandable	Exclusion		
Civray	D	104	Le Grand Roulé	16,77	16,77			Marais

## EXTENSION 2005

DESIGNATION				SUPERFICIE EXPLOITEE			Drain age	Exploitant
Commune	Section	Numéro	Nom	Totale	Epandable	Exclusion		
Civray	D	105	Le Champ des pi	5,00	5,00			Marais

TOTAL M. MARAIS

192,793	188,623
---------	---------

TOTAL PE LISIER 2005

702,866	697,117
---------	---------



# LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

**PE 2003**

<b>DESIGNATION</b>				<b>SUPERFICIE EXPLOITEE</b>			Drain age	<b>Exploitant</b>
Commune	Section	Numéro	Nom	Totale	Epandable	Exclusion		
Civray	E	495	Les Chétives Ter	6,990	6,990			SCEA la Brissonnerie
Civray	E	126	Les Grands Char	23,340	23,340			SCEA la Brissonnerie
Civray	ZA	2	Les Quatres Mais	6,010	6,010			SCEA la Brissonnerie
Civray	ZA	149	Les Quatres Mais	1,210	1,210			SCEA la Brissonnerie
Civray	ZA	150	Les Quatres Mais	3,980	3,980			SCEA la Brissonnerie
Civray	ZP	35	La Petite Garenne	8,300	8,300			SCEA la Brissonnerie
Civray	ZP	69	La Garenne	9,040	9,029	Eau		SCEA la Brissonnerie
Civray	ZP	70	La Garenne	1,000	1,000			SCEA la Brissonnerie
Saint-Ambroix	B	1238	La Pièce de la G	37,260	37,110	Habitat		SCEA la Brissonnerie
Saint-Ambroix	B	1329	La Pièce du Ris	14,470	12,503	Hab + Eau		SCEA la Brissonnerie
Saint-Ambroix	C	2	Champ des Roc	20,570	19,577	Eau		SCEA la Brissonnerie

**TOTAL**

<b>132,170</b>	<b>129,048</b>
----------------	----------------

# LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

PE 2003

DESIGNATION				SUPERFICIE EXPLOITEE			Drain age	Exploitant
Commune	Section	Numéro	Nom	Totale	Epandable	Exclusion		
Civray	D	3	Le Petit Roulé	1,15	1,150			Bonneau Gérard
Civray	D	2	Le Petit Roulé	2,51	2,510			Bonneau Gérard
Civray	E	122	Les Champs du P	0,28	0,237	Habitat	D	Bonneau Gérard
Civray	E	136	Les Sablons	12,03	12,005	Habitat	D	Bonneau Gérard
Civray	E	391	Les Patureaux	14,59	13,936	Habitat	D	Bonneau Gérard
Civray	E	398	La Pièce de l'Orn	36,14	33,117	Hab + Pêdo		Bonneau Gérard
Civray	E	473	Les Patureaux	13,55	13,550		D	Bonneau Gérard
Civray	ZN	1	Les Criats	2,53	2,530			Bonneau Gérard
Civray	ZO	29	Les Patureaux	0,37	0,370		D	Bonneau Gérard
Civray	ZO	30	Les Patureaux	0,59	0,590		D	Bonneau Gérard
Civray	ZO	34	Les Patureaux	2,04	2,040		D	Bonneau Gérard
Civray	ZO	35	Les Patureaux	0,55	0,550		D	Bonneau Gérard
Civray	ZO	36	Les Patureaux	12,56	12,560		D	Bonneau Gérard
Civray	ZO	43	Les Patureaux	0,7	0,700		D	Bonneau Gérard
Civray	ZO	45	Les Patureaux	5,4	5,315	Habitat	D	Bonneau Gérard
Civray	ZO	53	Les Patureaux	4,74	4,740		D	Bonneau Gérard
Civray	ZP	106	Les Chagnières	4,12	3,556	Habitat		Bonneau Gérard
Civray	ZP	108	La Petite Garenn	0,06	0,000	Habitat		Bonneau Gérard
Civray	ZP	52	La Petite Garenn	1,53	1,530			Bonneau Gérard
Civray	ZP	59	La Petite Garenn	2,63	2,630			Bonneau Gérard

TOTAL

118,070	113,616
---------	---------

# LISTE DES PARCELLES MISES A DISPOSITION

**PE 2003**

DESIGNATION				SUPERFICIE EXPLOITEE			Drain age	Exploitant
Commune	Section	Numéro	Nom	Totale	Epandable	Exclusion		
Charost	ZE	30	Le grand B	1,065	1,065			SCEA DU BARILLON
Charost	ZE	31	Le grand B	0,7	0,700			SCEA DU BARILLON
Charost	ZE	32	Le grand B	0,165	0,165			SCEA DU BARILLON
Charost	ZH	80	Les Longes	0,321	0,321			SCEA DU BARILLON
Charost	ZH	81	Les Longes	4,869	4,869			SCEA DU BARILLON
Charost	ZI	56	Le grand B	1,398	1,398			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	3	Les Quatres	1,308	1,308			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	4	Les Quatres	1,079	1,079			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	5	Les Quatres	1,034	1,034			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	6	Les Quatres	5,84	5,840			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	7	Les Quatres	17,954	17,619	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	8	Les Quatres	3,8615	3,639	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	84	Les Nourats	1,21	1,210			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	85	Les Nourats	1,016	0,786	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	94	Les Rocs	3,213	3,213			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	95	Les Rocs	0,792	0,792			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	96	Les Rocs	4,553	4,553			SCEA DU BARILLON
Civray	ZA	128	Les Nourats	0,78	0,780			SCEA DU BARILLON
Civray	ZB	11	Les Champs	0,075	0,029	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZB	13	Les Champs	0,236	0,196	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZB	14	Les Champs	1,755	1,629	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZB	21	Les Champs	5,953	5,953			SCEA DU BARILLON
Civray	ZB	22	Les Champs	3,858	3,654	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZB	45	Les Champs	1,054	0,699	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZB	139	Les Nourats	6,59	5,507	Habitat		SCEA DU BARILLON
Civray	ZC	3	La Folie	0,441	0,441			SCEA DU BARILLON
Civray	ZC	17	La Gignard	1,15	1,150			SCEA DU BARILLON
Civray	ZC	18	La Gignard	0,262	0,262			SCEA DU BARILLON
Civray	ZC	26	La Gignard	0,318	0,318			SCEA DU BARILLON
Civray	ZK	90	Les Champs	10,000	10,000			SCEA DU BARILLON
Civray	ZR	7	Les Riches	2,86	2,860			SCEA DU BARILLON
Civray	ZR	26	Les Fontai	4,759	4,759			SCEA DU BARILLON
Civray	ZR	29	Les Fontai	6,548	6,548			SCEA DU BARILLON
Civray	ZR	30	Les Fontai	2,92	2,920			SCEA DU BARILLON
Civray	ZR	31	Les Fontai	6,988	6,988			SCEA DU BARILLON
Civray	ZR	32	Les Fontai	8,011	8,011			SCEA DU BARILLON
Civray	ZR	33	Les Fontai	1,193	1,193			SCEA DU BARILLON
Civray	ZS	38	Les Herita	2,31	2,310			SCEA DU BARILLON
Civray	ZS	74	Bonneval	3,498	3,498			SCEA DU BARILLON
Civray	ZS	79	Bonneval	3,227	3,227			SCEA DU BARILLON

TOTAL

125,165	122,522
---------	---------

**DEMANDE EXTENSION 2005**

DESIGNATION				SUPERFICIE EXPLOITEE			Drain age	Exploitant
Commune	Section	Numéro	Nom	Totale	Epandable	Exclusion		
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	1	Le pacage de l'A	6,756	5,822	Habitat		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	2	Les Varennes	17,2412	17,241			SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	3	Les terres des fo	12,29	12,290			SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	7	Les Grandes Var	2,284	2,284			SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	8	Les Grandes Var	0,5545	0,555			SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	9	Les Grandes Var	0,6132	0,613			SCEA DU BARILLON

Saint-Florent-Sur-Cher	AE	10	Les Grandes Var	1,4094	1,409		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	11	Les Grandes Var	0,8508	0,851		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	12	Les Grandes Var	0,7601	0,760		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	13	Les Grandes Var	0,4544	0,454		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	14	Les Grandes Var	0,6012	0,601		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	15	Les Grandes Var	1,8466	1,847		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	19	Les terres de la F	8,9515	8,952		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	20	Les terres de la F	0,7881	0,788		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	21	Les terres de la F	0,2269	0,227		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	24	Les terres de la F	0,0549	0,000	Habitat	SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	29	Les terres de la F	0,6326	0,633		SCEA DU BARILLON
Saint-Florent-Sur-Cher	AE	31	Les terres de la F	5,3454	4,183	Habitat	SCEA DU BARILLON

61,661	59,510
--------	--------

TOTAL SCEA DU BARILLON

186,825182,032

TOTAL PE FUMIER 2005	437,065	424,697
----------------------	---------	---------